



## Sur la guerre en Iran : les va-t-en-guerre et les conséquences du conflit

- Iran : Regards sur l'attaque militaire d'Israël contre les installations gazières de South Pars .....2
- Une guerre qui a dépassé les frontières de l'Iran..... 4
- Restauration monarchique en Iran ? .....9
- Déclaration du Comité international de la Croix-Rouge à Téhéran ..... 12
- Iran : Reza Pahlavi parle de « révolution », mais de quelle révolution s'agit-il ?.....13
- Une fortune estimée en 1980 à 18,7 milliards de dollars.....15
- Le triangle de la barbarie en compétition.....15
- Réunion publique pour l'arrêt de la guerre en Iran et au Moyen-Orient .....16
- Que disent les syndicats du monde entier de la guerre en Iran ? .....18
- Du cœur de l'Iran, une voix s'élève .....20
- Massacres sur les lieux de travail : violation du droit à la vie et aux moyens de subsistance .....21
- Dommages environnementaux de la guerre : un rapport alarmant d'un journal britannique ..... 23
- Des informations récentes font état de la destruction de plusieurs infrastructures de santé en Iran.....24
- Une accélération alarmante des exécutions de prisonniers politiques en temps de guerre .....28
- Texte commun de quatre prisonnières politiques .....29

## Iran : Regards sur l'attaque militaire d'Israël contre les installations gazières de South Pars



*Pendant 18 semaines les travailleurs de « South Pars » se sont mobilisés pour obtenir la prise en compte de leurs revendications. Mais le commencement de la guerre a mis fin à l'une des plus grandes mobilisations de l'histoire de l'industrie pétrolière iranienne depuis près de cinq décennies.*

À la suite de l'attaque menée par Israël le mercredi 18 mars 2026 contre les installations gazières et pétrochimiques de la région d'Asaluyeh, dans la province iranienne de Boushehr, certaines parties des zones 3, 4, 5 et 6 du champ gazier de South Pars — le plus grand gisement de gaz au monde — ont été touchées. Les médias nationaux ont fait état d'incendies ayant affecté des réservoirs de stockage ainsi que des zones opérationnelles. Ils ont également rapporté l'évacuation des travailleurs vers des zones sécurisées, ainsi que les efforts déployés par les équipes de secours pour maîtriser les flammes.

Les médias américains, dont *Axios*, ont cité des responsables israéliens attribuant la responsabilité de la frappe à l'aviation israélienne et affirmant que l'opération avait été menée avec le « feu vert » des États-Unis. Moins de vingt-quatre heures plus tard, cependant, Donald Trump a démenti cette affirmation.

Jeudi 19 mars, le président américain, tout en affirmant ne pas avoir été informé de la frappe israélienne menée la veille contre South Pars, a averti l'Iran que, si les attaques contre le Qatar se poursuivaient, Washington « détruirait l'ensemble des installations de South Pars avec une force sans précédent ». Il a ajouté : « Je ne souhaite pas un tel niveau de destruction, mais, si de telles attaques se répètent, je n'hésiterai pas. »

Cette attaque a menacé un pilier essentiel de l'économie iranienne, dont dépendent 70 % de la consommation nationale de gaz et 40 % de la production pétrochimique du pays.

Elle a également provoqué des réactions en chaîne à l'échelle régionale et mondiale :

- la hausse du Brent au-delà de 108 dollars, *(Lire la suite en page suivante) →*

← (suite de la page précédente)... Iran : Regards sur l'attaque militaire d'Israël

- l'arrêt complet des exportations de gaz vers l'Irak, qui couvraient 30 à 40 % des besoins énergétiques de ce pays, ainsi que des avertissements sérieux du Qatar et des Émirats arabes unis concernant une « menace pour la sécurité énergétique mondiale ».

De son côté, le Corps des gardiens de la révolution islamique a publié un communiqué dans lequel il désigne comme cibles potentielles les raffineries de SAMREF et de Jubail en Arabie saoudite, le champ gazier d'al-Hosn aux Émirats arabes unis, ainsi que des installations stratégiques au Qatar. Il a en outre appelé les citoyens à quitter immédiatement ces zones.

### La frappe révèle le véritable objectif de la guerre

Peyman Jafari<sup>1</sup> estime que la frappe contre Asaluyeh révèle le «véritable objectif de la guerre» :

« L'attaque contre l'industrie gazière et pétrochimique iranienne d'Asaluyeh révèle clairement le véritable objectif de la guerre israélo-américaine. Cet objectif n'est pas un changement de régime : il s'agit de détruire les infrastructures économiques de l'Iran et de provoquer son effondrement social.

La construction des installations industrielles d'Asaluyeh a débuté en 1998 afin d'exploiter le champ gazier de South Pars. Celui-ci est le plus grand gisement de gaz au monde et assure à lui seul 70 % de la consommation nationale de gaz de l'Iran. Au cours des deux dernières décennies, Asaluyeh est également devenu le cœur de l'industrie pétrochimique iranienne, représentant plus de 40 % de la production pétrochimique totale du pays.

Asaluyeh est le fruit du travail des ouvriers qui, dans des conditions extrêmement difficiles, ont construit ces installations gazières et pétrochimiques et qui, ces dernières années, ont à plusieurs reprises fait grève pour défendre leurs droits. Par leurs manifestations et leurs déclarations, ils ont ouvertement soutenu le soulèvement « Femme, Vie, Liberté », ainsi que d'autres mouvements de protestation. Mais aujourd'hui, ces mêmes travailleurs se trouvaient à leur poste à Asaluyeh lorsqu'ils ont été confrontés aux bombardements et aux gaz toxiques. Les habitants de cette région devront en outre vivre pendant de nombreuses années avec les conséquences environnementales de cette guerre. À court terme également, l'attaque contre Asaluyeh entraîne des conséquences potentiellement mortelles. Avec la possibilité d'une riposte iranienne, la guerre entre dans une nouvelle phase, et le cycle de violence risque de s'étendre, notamment par la prise pour cible des industries pétrolières.»

### Conséquences économiques immédiates

Mehdi Ghodsi<sup>1</sup> a décrit les conséquences économiques immédiates de l'attaque pour l'Iran. Soulignant que 70 à 80 % du gaz iranien provient du gisement de South Pars :

*« Une réduction des exportations de gaz et de condensat de gaz, ainsi que les pénuries de gaz affectant les moyens de subsistance de la population et l'approvisionnement en matières premières pour l'industrie pétrochimique, auront un impact sur la production de biens essentiels et feront grimper les prix. La prévision du taux d'inflation pour les six prochains mois dépendra de l'ampleur des dommages subis par South Pars. Si ceux-ci concernent uniquement les unités de stockage ou les réservoirs, ils pourront être reconstitués après réparations.*

*En revanche, si les équipements de production ont été endommagés, la production s'arrêtera complètement jusqu'à la fin des travaux de reconstruction et la reprise des opérations. Étant donné que 70 à 80 % du gaz iranien provient de South Pars, un arrêt complet de ces phases provoquerait des perturbations généralisées à l'échelle nationale. Le gaz n'est pas seulement utilisé par l'industrie ; les ménages privés et les services essentiels...*

(lire la suite en page 6) →

---

1- [Israel's Attack on South Pars](https://en.radiozameh.com/37900/) <https://en.radiozameh.com/37900/>

## Une guerre qui a dépassé les frontières de l'Iran



La guerre dévastatrice menée par les États-Unis et Israël contre la République islamique d'Iran s'est transformée en une crise transrégionale, voire mondiale. Elle a non seulement frappé les infrastructures iraniennes et bouleversé la vie de plus de quatre-vingt-dix millions de personnes, mais elle a aussi mis en péril le marché mondial de l'énergie et la sécurité maritime, tout en exacerbant les tensions au sein de l'OTAN et bouleversé le statu quo politique mondial.

Le gouvernement américain se trouve dans une situation délicate. Engagé dans une guerre lui ayant coûté un milliard de dollars par jour il ne peut s'en retirer facilement, car il n'est pas en mesure de claironner qu'il a remporté une « victoire ». Pour Washington, tout retrait sans résultat tangible serait perçu comme une défaite politique. Et plus le conflit se prolonge, plus le coût d'une sortie de guerre devient élevé. De son côté, le régime iranien se bat pour sa « survie ».

Cette dynamique rend le conflit plus long, plus coûteux et plus dangereux.

Parmi toutes les conséquences de ce conflit, la crise provoquée par la fermeture du détroit d'Ormuz est sans doute le fait le plus marquant à l'échelle mondiale. Ce passage maritime constitue en effet l'une des artères principales du transit énergétique mondial. Toute perturbation majeure n'affecte pas seulement l'Iran, les pays du Golfe ou les États-Unis, mais provoque également un choc pour l'économie mondiale.

Lorsque le pétrole et le gaz de la région sont bloqués ou restreints dans le détroit d'Ormuz, les premiers effets se font immédiatement sentir sur les marchés mondiaux : le prix du pétrole grimpe, les coûts de transport augmentent, les assurances maritimes se renchérissent et l'inflation progresse partout. Les grandes industries en Europe et en Asie voient leurs dépenses énergétiques s'envoler. Au final, ce sont des millions de travailleurs/euses et de consommateurs/trices à travers le monde qui portent le fardeau de cette crise.

La fermeture du détroit d'Ormuz ne se contente pas de perturber le secteur énergétique : elle désorganise en profondeur le commerce mondial. En Afrique, les conséquences sont immédiates, frappant de plein fouet les marchés agricoles et alimentaires, déjà sous pression en raison des blocages dans l'approvisionnement en engrais et en céréales.

Pour les États-Unis, cette crise est devenue une véritable impasse (Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **Une guerre qui a dépassé les frontières de l'Iran**

politique et militaire. Tant que le pétrole du Golfe persique reste bloqué, Washington ne peut pas, même s'il le souhaitait, annoncer facilement la fin de la guerre. Le maintien de l'ouverture du détroit d'Ormuz est en effet devenu un élément central de ce que les Américains présenteraient comme un « succès » dans ce conflit.

Des rapports publiés les 17 et 18 mars montrent par ailleurs que la forte hausse des prix de l'énergie a renforcé la pression politique sur les États-Unis, y compris à l'intérieur même du pays.

Une autre dimension cruciale de cette guerre est l'aggravation des divisions au sein de l'OTAN. Washington a demandé à ses alliés européens de participer à la constitution d'une force navale commune pour rouvrir le détroit d'Ormuz. Plusieurs pays européens ont cependant refusé cette requête. Donald Trump a lui-même vivement critiqué cette attitude, qualifiant l'OTAN de « rue à sens unique » : selon lui, les États-Unis financent cette alliance pour assurer la protection des pays membre, sans recevoir en retour l'aide attendue lorsque le besoin se fait sentir.

Cette réaction traduit une fracture plus profonde. Depuis plus d'un an, Donald Trump a fragilisé les relations des États-Unis avec de nombreux alliés traditionnels à coups de droits de douane, de menaces et de déclarations méprisantes. À certains moments, il a même envisagé de prendre le contrôle du Groenland, territoire danois relevant de l'Union européenne.

Dans ce contexte, il est naturel que les gouvernements européens accueillent l'appel de Trump avec scepticisme. Ils savent qu'une implication plus directe dans ce conflit pourrait également entraîner l'Europe dans une crise à l'issue incertaine.

Ainsi, la guerre contre la République islamique n'a pas seulement embrasé le Moyen-Orient, elle a également fragilisé la cohésion des pays occidentaux. Cette question est cruciale pour l'avenir de l'OTAN : si les États-Unis ne parviennent pas à rallier leurs alliés à un moment aussi critique, leur prétention au leadership mondial en sortira affaiblie.

Les répercussions mondiales de cette guerre ne se limitent pas au pétrole, ni à l'OTAN. Cette crise risque également d'exacerber simultanément plusieurs dynamiques dangereuses.

- Premièrement, elle intensifie la rivalité entre les grandes puissances. Chaque crise majeure au Moyen-Orient crée à la fois des opportunités et des menaces pour la Russie et la Chine : elles tirent parti de l'affaiblissement de la position américaine tout en subissant les conséquences de l'instabilité du marché mondial de l'énergie.

- Deuxièmement, ce conflit peut favoriser de nouvelles dynamiques de militarisation à l'échelle mondiale. Lorsque le langage des missiles et des bombardiers prend le pas sur la diplomatie, il crée un précédent dangereux pour d'autres conflits.

- Troisièmement, le monde est confronté à une nouvelle vague d'instabilité économique. La hausse des prix de l'énergie ne se limite pas à l'essence et au diesel : elle entraîne une série de hausses dans les secteurs du transport, de la production, de l'alimentation et des services. Comme toujours, ce sont principalement les classes populaires qui en portent le fardeau.

Malgré tout, l'enjeu principal se situe au cœur même de l'Iran. Depuis des années, les peuples d'Iran ne supportent plus la République islamique : corruption, répression, injustice, discrimination, pauvreté et absence de perspectives sont autant de réalités incontestables.

Cependant, la guerre complique le comportement de la société. Sous la pression des missiles, des explosions, des déplacements forcés et de la peur, les populations ne s'engagent pas dans des affrontements de rue généralisés contre le régime. En temps de conflit, la priorité de nombreuses familles est de survivre : protéger leurs enfants, trouver des médicaments, du pain, de l'eau et un abri. Cette situation peut temporairement freiner les tensions sociales, mais elle ne les éteint pas.

(Lire la suite en page 8) →

## ← (suite de la page 3) Iran : Regards sur l'attaque militaire d'Israël

d'infrastructure, en particulier durant les périodes de grand froid, en dépendent également. Par conséquent, l'approvisionnement intérieur en gaz chuterait fortement, et les exportations, notamment vers l'Irak, pourraient tomber à zéro. La priorité restant toujours donnée à la consommation domestique, la durée de cette réduction dépendra de l'ampleur des réparations et de la reconstruction, et pourrait être de courte ou de longue durée. Si cette situation se prolonge, les pénuries de gaz entraveront la production d'électricité et d'autres services d'infrastructure, entraînant un arrêt quasi total de l'activité économique.

Même dans un scénario où les dommages ne réduiraient que 10 % de la production nationale de gaz, des réserves limitées provoqueraient des pénuries et l'économie serait frappée par une inefficacité sévère. Bien que les subventions gouvernementales puissent limiter une hausse dramatique des prix du gaz, la pénurie elle-même entraînerait une stagnation économique. Plus cette situation durerait, plus la récession serait profonde et la pauvreté étendue. Le gouvernement et le secteur public, qui gèrent ensemble environ 80 à 85 % de l'économie nationale, se retrouveraient également confrontés à des déficits budgétaires et pourraient être amenés à recourir à la planche à billets pour financer les dépenses, ce qui accentuerait l'inflation. Le scénario inflationniste résultant de ces événements pourrait dépasser largement les 60 à 80 % évoqués précédemment, et s'accompagnerait d'une hausse du taux de change ainsi que d'une augmentation supplémentaire des prix des biens. Dans ces conditions, le défi le plus important serait la pénurie de biens et de services, qui affecterait la population plus fortement que toute hausse des prix de l'énergie. En situation de crise et de guerre, il est également probable que le gouvernement adopterait des mesures plus strictes pour gérer la situation.»

**La guerre fait reculer les mouvements ouvriers et populaires**

Concernant les effets immédiats de cette guerre sur le mouvement ouvrier, Jalal Saeedi, militant syndical, souligne que la sécurité physique prime sur toute question économique :

*« La réalité est que, lorsqu'une guerre éclate, elle marginalise essentiellement la politique — et en particulier l'organisation des travailleurs/euses et la vie sur les lieux de travail. Cette guerre a de lourdes conséquences pour les mouvements populaires, et tout particulièrement pour le mouvement ouvrier.*

*En effet, le premier obstacle à la poursuite de la lutte pour leurs revendications est le coup majeur porté à ce secteur. Naturellement, au début d'un conflit — et plus encore dans le cadre de la guerre que nous observons actuellement — les conditions étaient déjà très difficiles pour les classes populaires dans leur ensemble, et cette situation risque de s'aggraver. Les retards de paiement des salaires et les licenciements se produisent déjà à grande échelle. Ces suppressions d'emplois, ainsi que la situation générale, font reculer le mouvement populaire et ont des conséquences très concrètes sur la vie quotidienne des travailleurs.*

*En ce qui concerne la situation spécifique à Asaluyeh, les explosions initiales semblent indiquer qu'une nouvelle phase de la guerre a commencé, susceptible de provoquer une crise à la fois régionale et mondiale. Si l'Iran venait à mener des attaques contre les installations de production en Arabie saoudite et au Qatar, un état de crise global se manifesterait effectivement. La prise pour cible des champs gaziers, et même des installations de stockage de produits chimiques, aurait de nombreuses répercussions sur l'agriculture et l'environnement.*

*En effet, une grande partie des engrais chimiques — dont dépend désormais une large partie de l'hémisphère Nord et du monde — est produite à partir de ce gaz. Cette attaque affecte donc l'agriculture mondiale et entraînera de multiples conséquences, les plus lourdes retombant sur des pays comme le nôtre, déjà confrontés à des crises globales.*

*En ce qui concerne le secteur de l'énergie, la production de gaz — qui constitue également une source majeure de production d'électricité dans le pays — ne s'est heureusement pas encore arrêtée complètement. Cependant, si la situation continue de se* (Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)... **Iran : Regards sur l'attaque militaire d'Israël**

*détériorer, elle pourrait se transformer en une crise totale et généralisée. Un pays déjà confronté à de multiples sanctions et en proie à une crise profonde se retrouverait, en pratique, face à une panne d'électricité totale. On peut déjà se faire une idée des conséquences dans des régions dépendantes du pétrole, et observer les coupures dramatiques actuellement imposées à Cuba sous l'effet des sanctions. Cela montre clairement les conséquences dévastatrices de cette guerre, et révèle comment toutes ces affirmations que l'on entend sur la vente de pétrole ou l'aide au peuple dissimulent en réalité les terribles dommages infligés aux moyens de subsistance des populations, à leur vie et, fondamentalement, à leurs luttes pour leurs droits. »*

### **En temps de guerre, la sécurité physique prime sur la sécurité de l'emploi**

La réalité est que, avant même de parler de sécurité de l'emploi, la priorité en temps de guerre est la sécurité physique. Il est évident que, malgré toutes les affirmations prétendant viser les dirigeants du régime, changer le régime ou aider le peuple iranien à obtenir davantage de liberté et de droits, les principales victimes sont les citoyens et citoyennes ordinaires. Leurs écoles, hôpitaux, habitations et, pire encore, leurs lieux de travail — qu'il s'agisse de zones industrielles, de régions pétrolières ou d'autres sites — sont pris pour cibles.

Les premières victimes sont les salarié·e·s qui y exercent leur activité, et dont la vie est directement mise en danger. Naturellement, leurs moyens de subsistance ainsi que la sécurité de leur emploi sont également compromis. Cette situation ne concerne pas uniquement cette région, mais affecte l'ensemble de la zone : une grande partie de la production énergétique dans les pays voisins dépend de la même infrastructure régionale vulnérable.

La production a été perturbée, et le premier impact — c'est-à-dire le coût réel de cette perturbation — retombe sur les épaules des salarié·e·s présents sur place. Lorsque ces zones sont frappées, le problème ne se limite pas aux infrastructures endommagées : la vie des salarié·e·s est avant tout mise en danger, générant une anxiété immédiate.

Plus que de s'inquiéter de ce que l'avenir nous réserve, nous devons observer ce que vivent les gens, ici et maintenant. Comme cela a été dit précédemment, cette situation a suspendu et fait reculer le mouvement populaire dans son ensemble : le mouvement pour les droits individuels et collectifs, le mouvement contre un régime qui a privé la population à tous les niveaux, tant en matière de libertés que de moyens de subsistance. Dans cette perspective, il est évident que notre priorité ne peut pas être de se demander à quoi pourrait ressembler la reconstruction future. Celle-ci dépendra du système qui remplacera celui actuellement en place.

La République islamique restera-t-elle en place par la seule répression ? Le régime changera-t-il ? Ou bien de grandes puissances, telles que les États-Unis ou Israël, imposeront-elles un autre gouvernement qui, naturellement, se souciera évidemment peu des intérêts du peuple, des moyens de subsistance et de la sécurité de l'emploi, et qui placera au centre ses intérêts propres de classe en liaison avec ceux de l'impérialisme ?

C'est à cette question que nous devons d'abord répondre. Si la chute de la République islamique est le fruit de la guerre, comment les intérêts des peuples seront-ils garantis ? Une fois de plus, ce sont les besoins les plus essentiels de la population qui seront sacrifiés. Cette guerre frappe avant tout les infrastructures économiques — à l'instar de la région de South Pars —, ce qui peut avoir un impact direct sur le pain quotidien et autres moyens de subsistance de la grande majorité de la population.

### **Quel type d'avenir d'après-guerre — et pour qui ?**

Si l'on se concentre sur ce qui adviendra après la guerre, tout dépend en réalité du déroulement du conflit et de ceux qui accèderont au pouvoir — c'est-à-dire du type de gouvernement qui sera instauré par la suite.

*(Lire la suite en page suivante) →*

← (suite de la page précédente)... **Iran : Regards sur l'attaque militaire d'Israël**

À l'heure actuelle, on ne sait pas qui détiendra le pouvoir dans le futur, ni de quelle manière celui-ci aura été mis en place. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'il sera possible de savoir comment ce pouvoir sera exercé, et si la situation de la grande majorité de la population s'en trouvera améliorée, même de façon partielle. Une situation pourrait se dessiner, exerçant une pression encore plus forte sur les peuples d'Iran, au profit des pays désormais impliqués dans cette guerre avec des intérêts clairement définis. Pour l'instant, il est impossible de le prévoir avec précision.

Il nous faut mesurer les conséquences de cette guerre. Il faut que celle-ci se termine au plus vite... mais il aurait été de loin préférable qu'elle n'ait jamais éclaté. Les intérêts des peuples, et en particulier ceux des travailleurs et travailleuses, auraient été mieux servis si cette guerre avait été évitée. Naturellement, elle va aggraver toutes les crises que nous avons connues jusqu'à présent. Le quotidien de la population sera soumis à une pression accrue dans tous les domaines : le budget familial se resserrera et le prix des biens essentiels augmentera.

Tout sera affecté par cette guerre, au détriment des moyens de subsistance des peuples. Même si un gouvernement issu de ceux-ci, ou un gouvernement n'ayant pas été imposé par des puissances étrangères venait à prendre le pouvoir, il resterait extrêmement difficile de reconstruire les infrastructures détruites. Recréer rapidement des conditions de vie acceptables et sécuriser les moyens de subsistance sera un défi majeur. Il faudra de nombreuses années avant que des conditions de vie acceptables voient le jour, tant sont grandes les destructions provoquées par cette guerre.

Et cela ne sera possible que si le renversement du régime s'opère par le peuple lui-même, et si celui-ci participe activement à la construction de l'avenir de l'Iran. Dans le cas contraire, si d'autres pays interviennent — comme cela a été le cas en Irak, en Libye et ailleurs — et si le type « d'aide » qu'ils annoncent se met en place, nous savons déjà à quoi cela conduit en pratique. Des années après la guerre en Irak, une grande partie de la population n'a même plus accès à l'eau potable dont elle disposait sous Saddam.

Ainsi, cette image idéale selon laquelle, après la guerre, viendrait la reconstruction reste, en réalité, un simple slogan et loin de tout projet de réalisation selon des critères élémentaires de justice sociale. En fin de compte, il faut constater que les forces réactionnaires — monarchistes et conservateurs, qui ont toujours bloqué le mouvement populaire et entravé les luttes du peuple — ont été plus un obstacle qu'une force pour un avenir meilleur. Et maintenant, elles applaudissent cette guerre. En réalité, ses conséquences ne les concernent pas. Ils ne penseront certainement pas aux classes populaires, à la classe ouvrière, ni à leurs conditions de vie et à leurs moyens de subsistance futurs. Ils nourrissent la nostalgie d'un passé doré : le pillage des richesses de l'Iran, même au prix de la destruction du pays •

← (suite de la page 5) **Une guerre qui a dépassé les frontières de l'Iran**

Il est crucial de souligner une vérité : le sort final de la République islamique ne sera pas décidé par les bombardiers, ni par les missiles. Si le régime survit aux attaques extérieures, cela ne garantira en rien sa pérennité à long terme. Au contraire, une fois les flammes de la guerre éteintes, la société iranienne se retrouvera de nouveau confrontée à l'ensemble de ses contradictions accumulées. Les mécontentements, qui se sont exprimés pendant des années à travers grèves, manifestations, soulèvements et résistances quotidiennes, réapparaîtront tôt ou tard.

La véritable libération des peuples d'Iran face à la tyrannie, à la pauvreté, aux inégalités et à l'injustice repose entièrement entre ses mains. La guerre peut certes bouleverser l'équilibre des forces, affaiblir le régime ou le rendre plus brutal, mais elle n'apporte pas la liberté en cadeau.

La liberté, l'égalité et l'émancipation sociale ne peuvent être conquises que par l'action consciente et organisée des peuples eux-mêmes, dans une lutte qui reprendra une fois le fracas des missiles et des bombes retombées, au cœur même de la société.

Fracas des missiles et des bombes retombées, au cœur même de la société •

## Restauration monarchique en Iran ?



Reza Pahlavi en train de supplier Benjamin Netanyahu d'attaquer l'Iran »

Ces derniers mois, parallèlement aux informations concernant la guerre des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, les grands médias occidentaux — y compris les chaînes de télévision françaises et la BBC britannique — ont largement évoqué, dans le cadre des spéculations sur la chute de la République islamique et son alternative possible, le nom de **Reza Pahlavi**, fils du Shah renversé lors de la révolution de 1979.

Examinons brièvement qui est Reza Pahlavi, pourquoi il est mis en avant dans les circonstances actuelles, quelles sont ses stratégies et tactiques, quelles sont ses chances de retour en Iran, et si une éventuelle restauration de la monarchie en Iran apporterait liberté, démocratie et prospérité au peuple iranien.

### Qui est Reza Pahlavi ?

Son père, Mohammad Reza Shah, un patriarche, refusait de faire de sa fille « Shahnaz » (née de son premier mariage avec l'Égyptienne Fawzia, sœur du roi d'Égypte) son héritière. Comme sa seconde épouse, Soraya, était stérile, il divorça d'elle et épousa Farah Diba. Leur fils aîné, Reza, devint héritier du trône.

Au moment de la révolution de 1979 et de la fuite de sa famille hors d'Iran, Reza Pahlavi avait 18 ans. Les États-Unis, qui avaient ramené au pouvoir le Shah par le coup d'État de 1953<sup>1</sup>, refusèrent de l'accueillir sur leur sol et de lui accorder l'asile. Après une période d'errance avec sa famille au Maroc, aux Bahamas, etc., Après la mort du Shah en Égypte, son fils Reza s'installa aux États-Unis.

Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui, il n'a exercé aucun emploi. Il a mené une vie luxueuse grâce à la fortune astronomique volée par ses parents et à des investissements lucratifs.

Contrairement à de nombreux exilés politiques dans le monde, qui consacrent leur vie à la libération de leur pays et possèdent expérience et compétences, son seul « curriculum vitæ(CV) » est d'être le fils du Shah, ce qu'il considère suffisant pour revendiquer le trône.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... **Restauration monarchique en Iran ?**

### **Base sociale des monarchistes**

Parmi les près de trois millions d'Iranien-nes ayant fui ou émigré après la révolution de 1979, une grande partie appartenait à la classe dirigeante. Les oligarques et les ultra riches de l'ancien régime, rêvaient du retour de la monarchie et de la récupération de leurs pouvoirs et privilèges. Ils soutiennent Reza Pahlavi depuis l'étranger.

À l'intérieur du pays, la répression des libertés civiles et individuelles par la République islamique et l'imposition de lois religieuses ont nourri une certaine nostalgie de l'ancien régime chez une partie de la population. De plus, les puissantes chaînes de télévision pro-Pahlavi, qui présentent depuis des années l'époque du Shah comme un paradis de liberté et de prospérité, influencent une jeunesse qui n'a pas connu la dictature monarchique.

Enfin, une partie de la bourgeoisie à l'intérieur de l'Iran — soumise à la pression de l'oligarchie dominante privilégiée, partisane de l'économie néolibérale et de l'intégration au marché mondial — se compose également de républicain.es et de partisan.nes du rétablissement du régime monarchique.

### **Une crédibilité née de la répression !**

On dit que l'histoire se répète *toujours deux fois*, la *première comme une tragédie* et l'*autre comme une farce*. La dictature du Shah, en réprimant les forces progressistes et de gauche tout en laissant le clergé agir librement, a conduit à l'absence d'alternative lors de la révolution de 1979, ouvrant la voie à Khomeiny. De même, 47 ans de répression sous la République islamique, interdisant toute organisation indépendante, ont conduit à une situation où la lutte contre le régime manque d'alternative structurée. Dans ce vide, les monarchistes à l'étranger, disposant de ressources financières importantes et d'appareils médiatiques puissants soutenus notamment par l'Arabie saoudite et Israël, apparaissent comme les seuls visibles dans les médias occidentaux.

Comme le dit le proverbe : « *Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois.* »

### **Stratégie et tactiques**

Face à l'absence de partis politiques en Iran et à la fragmentation de l'opposition à l'étranger, Reza Pahlavi a tenté de se poser en unificateur. Il a même déclaré préférer personnellement la république à la monarchie, affirmant vouloir seulement instaurer une démocratie permettant au peuple de choisir via référendum.

Ces déclarations visaient à rallier les républicains sous son influence. Mais ces alliances ont rapidement échoué en raison de son autoritarisme et de celui de son entourage.

Reza Pahlavi, de par sa nature de classe et son caractère chauvin, ne pouvait pas être un facteur d'unité. Il ne concernait rien de la pauvreté, l'exploitation et les inégalités de classe ; il ne tenait absolument pas compte des classes ouvrières et laborieuses ; il utilisait la question des femmes, à l'instar de son père, comme un instrument de propagande, et son éloignement du féminisme ainsi que de l'émancipation des femmes face au patriarcat et à la domination masculine ne laissait aucune possibilité de susciter le soutien des femmes.

En résumé, loin d'unifier l'opposition, il a contribué à accroître divisions et méfiance.

### **Sa stratégie de retour**

La stratégie principale de Reza Pahlavi repose sur une intervention extérieure, notamment des États-Unis et d'Israël. Sans base organisée en Iran, il mise sur les sanctions économiques et une intervention militaire des États-Unis et d'Israël pour renverser le régime. Il soutient ouvertement la guerre contre l'Iran, allant jusqu'à s'opposer à des cessez-le-feu. Cette position lui vaut une forte hostilité parmi les Iranien.nes, notamment celles et ceux qui subissent les conséquences directes des bombardements.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ... Restauration monarchique en Iran ?



*La nostalgie de l'enfance où un maréchal se courbait jusqu'à la taille pour lui baiser la main*

### **Le fantasme d'une alliance salvatrice**

Un épisode marquant fut son appel au soulèvement des 8 et 9 janvier 2026, alors que le régime avait complètement coupé Internet et les communications téléphoniques en Iran afin de mener la répression dans le silence et l'obscurité. A la suite de Donald Trump, Il a, via la chaîne de télévision par satellite « Iran International », lancé un appel à la population : « *ne quittez pas les rues, de l'aide est en route* ». Les gens ont été trompés ; aucune aide n'est arrivée, et en l'espace de deux jours, plusieurs milliers de personnes non armées ont été massacrées par le régime.

### **Quelles chances de retour de Reza Pahlavi ?**

Contrairement à Netanyahu et Reza Pahlavi, Donald Trump semble privilégier une transformation du régime plutôt qu'un renversement total. Cela revient, pour Reza Pahlavi, à l'effondrement du château de sable qu'il a construit dans son imaginaire. Encore plus décevant pour lui est l'échec de ses tentatives de rencontre avec Donald Trump, ainsi que la déclaration explicite de ce dernier affirmant qu'il ne prend pas Reza Pahlavi au sérieux, faute de soutien suffisant à l'intérieur du pays. Netanyahu l'utilise comme un levier de pression, et même le régime islamique lui-même s'en sert comme d'un instrument de sabotage et de déstabilisation au sein de l'opposition. La stratégie à long terme et maximale de Netanyahu consiste à morceler l'Iran, à provoquer des guerres civiles d'usure et à transformer le pays en miettes et dépourvu de puissance, dans le but d'assurer la suprématie et l'hégémonie d'Israël au « Nouvel Moyen-Orient ».

Même si Israël, dans une optique à court terme et minimale, souhaitait le rétablissement de la monarchie de Reza Pahlavi, sans la volonté des États-Unis et sans des conditions internes favorables en Iran, il ne pourrait pas imposer cet objectif. Aucune de ces conditions n'est, pour l'instant, favorable à Reza Pahlavi. Même si cette guerre devait conduire au renversement de la République islamique, les restes organisés et armés des vastes forces de résistance du régime à travers le pays, d'une part, ainsi que les opposants au système monarchique — notamment les travailleurs/euses, les forces de gauche, et en particulier des groupes ethniques tels que les Kurdes, les Turcs et les Arabes — ne permettraient pas à Reza Pahlavi, chauvin et farouchement opposé aux droits des minorités ethniques et à un système fédéral, de descendre de l'avion à l'aéroport de Téhéran et de faire ne serait-ce que deux pas en direction de l'ancien palais de son père !

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) ...**Restauration monarchique en Iran ?**

### **Marcher sur les œufs !**

Reza Pahlavi a lié son destin à des contradictions profondes : s'appuyer sur les ennemis du peuple iranien et soutenir les sanctions économiques ainsi que la guerre, au prix de la haine du peuple iranien à son égard ; revendiquer le patriotisme tout en trahissant la patrie ; nourrir le rêve de retourner en Iran, ce qui ne serait possible que si l'Iran était réduit à une situation comparable à celle de Gaza ; conditionner les alliances politiques à l'adhésion au principe sacré de « l'intégrité territoriale », tout en soutenant la guerre de Benjamin Netanyahu dont l'objectif serait de morceler l'Iran !

### **Porteur de démocratie ?**

Ce pour quoi le peuple iranien se bat aujourd'hui n'est pas le retour à la monarchie, qu'il a reléguée à la poubelle de l'histoire lors de la révolution de 1979. A la place du régime fasciste islamique, il veut la mise en place d'une république démocratique sociale, fédérale, laïque et féministe, car l'écrasante majorité du peuple iranien a besoin de liberté, de démocratie, d'égalité, de protection sociale et de bien-être. Au lieu de :

Reza Pahlavi, son entourage et tous ces voleurs, les grands capitalistes, les anciens diplomates et les militaires, les tortionnaires ayant fui lors de la révolution, ainsi que leurs enfants et petits-enfants, ne partagent pas la souffrance de ce peuple. Ceux qui aujourd'hui, dans les rues des États-Unis, d'Europe, du Canada et d'Australie, insultent et agressent physiquement les opposant.es à la monarchie, constituent des groupes fascistes qui manifestent avec le drapeau d'Israël et celui de la SAVAK (organisation de torture sous le Shah) dans les rues de Berlin, Paris, Londres, Toronto, Los Angeles, etc.

Ils veulent revenir pour récupérer leurs pouvoirs et privilèges perdus et compenser les opportunités manquées durant près de 50 ans d'exploitation et de pillage ; ils veulent revenir pour s'approprier tout ce que la classe dirigeante actuelle a accaparé et pillé, avant que le peuple ne le leur arrache. Ils déclarent ouvertement vouloir revenir pour se venger de la révolution de 1979 et exécuter les forces de gauche.

Le peuple iranien n'a besoin d'aucun roi, même s'il était le plus démocratique, le plus intègre, le plus honnête et le plus purement cérémoniel — à plus forte raison pas de Reza Pahlavi, qui est à l'opposé absolu de toutes ces qualités •

## **Déclaration du Comité international de la Croix-Rouge à Téhéran**

Vincent Cassard, chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge à Téhéran, a déclaré :

*« Les lourdes pertes humaines sont extrêmement préoccupantes. Les infrastructures civiles ont été endommagées et de nombreuses habitations ont été gravement détruites à la suite des affrontements.*

*La vie quotidienne à Téhéran est fortement perturbée : les enfants ne vont plus à l'école et de nombreuses entreprises sont temporairement fermées en raison des attaques et des combats en cours.*

*Habituellement, à cette période de l'année, les villes iraniennes sont pleines d'enthousiasme et d'animation, car les familles se préparent pour Norouz. Mais cette année, au lieu de célébrer et de se réjouir, les familles se réunissent pour des cérémonies funéraires.*

*Nos partenaires, notamment le Croissant-Rouge iranien, sont présents sur le terrain et répondent aux besoins urgents. Malheureusement, eux aussi ont subi des pertes en menant leurs missions de sauvetage. Nos équipes, quant à elles, s'efforcent chaque jour de rester en sécurité au milieu des bombardements intenses, et les employés du Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que leurs familles, ont été déplacés.*

*Néanmoins, nous sommes prêts à renforcer notre soutien au Croissant-Rouge iranien, notamment par l'envoi d'équipements, d'aides humanitaires et de personnel spécialisé » •*

## Iran : Reza Pahlavi parle de « révolution », mais de quelle révolution s'agit-il ?

### Diriger sans révolutionner

En Iran, les rues, les morgues et les cimetières sont désormais jonchés de cadavres.

Comme on pouvait le prévoir, la République islamique procède à des exécutions sommaires de manifestant.es, en faisant preuve d'une brutalité extrême. Il s'agit d'un massacre délibéré visant non seulement à étouffer les mobilisations, mais aussi à dissuader durablement toute contestation.

Dans ce contexte, Reza Pahlavi a été accusé d'avoir en appelant à manifester, envoyé la population à la mort.

Mais le premier problème le concernant est la nature même du projet politique qu'il incarne.

Le second est la fonction politique réelle que veut s'attribuer le fils de l'ancien Shah : il aspire à diriger, mais sans assumer un véritable rôle de chef révolutionnaire. Cette position recèle une contradiction fondamentale : vouloir encadrer un mouvement tout en évitant la dynamique révolutionnaire qui pourrait en découler.

L'orientation de Pahlavi s'inspire à la fois des théories de Gene Sharp sur les « révolutions de couleur » et d'approches prônant une confrontation limitée et contrôlée. Dans les deux cas, l'accent n'est bien entendu pas mis sur l'auto-organisation des masses, mais sur des scénarios préconçus visant à canaliser, voire contenir, la mobilisation populaire.

Or, l'expérience iranienne a déjà montré les limites de ces approches.

Les mobilisations de masse ne peuvent aboutir que lorsque le pouvoir en place est déjà profondément fragilisé.

À l'inverse, les formes de confrontation dispersées doivent faire face à la cohésion de l'appareil répressif.

Dans les deux cas, l'absence d'organisation autonome des masses constitue une faiblesse décisive.

Or, sans organisation, il n'y a pas de transformation sociale possible.

### La réalité des soulèvements : la centralité des classes populaires

La réalité sociale issue des soulèvements récents, notamment depuis 2017, contredit les schémas des monarchistes. Les classes populaires, confrontées à une violence structurelle permanente, y ont développé leurs propres formes de lutte. Celles-ci ne correspondent pas aux modèles élaborés pour analyser les mobilisations touchant principalement les « classes moyennes ».

Par ailleurs, une partie des « classes moyennes », privée de représentation politique depuis l'effondrement des clans « réformistes » du régime, s'est tournée vers une forme de nostalgie du passé. L'« Organisation Pahlavi » a su capter et organiser cette nostalgie, se positionnant comme un nouveau pôle de représentation. Grâce à des relais médiatiques richissimes, à une partie de la diaspora et à divers réseaux d'influence, l'« Organisation Pahlavi » a progressivement étendu son influence, y compris dans certains segments des classes populaires.

Cependant, cette stratégie repose sur une contradiction majeure. D'un côté, elle reconnaît la nécessité de mobiliser la colère sociale ; de l'autre, elle cherche à en limiter la portée, afin d'éviter toute transformation en dynamique révolutionnaire autonome. Ce double mouvement — encourager la mobilisation tout en empêchant son approfondissement — constitue le cœur du projet de Reza Pahlavi et son entourage.



(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)... Iran : Reza Pahlavi parle de « révolution »

Ce qu'ils/savent, mais qu'ils/elles taisent, c'est qu'aucune révolution ne triomphe par de simples manifestations de masse ou par des actions violentes dispersées. Une révolution est un processus long, basé sur l'organisation progressive des dominé.es : comités de quartier, structures de grève, formes d'auto-organisation capables de contester concrètement le pouvoir existant.

C'est précisément cette perspective qui est redoutée par les monarchistes. Car une telle dynamique ouvrirait la voie à des forces autonomes, échappant à leur contrôle. L'histoire récente a montré que des mouvements capables de s'ancrer dans les structures sociales peuvent transformer durablement le rapport de force — y compris lorsque des forces contre-révolutionnaires cherchent à les capter à leur profit.

### **Une stratégie qui expose la population sans la protéger**

Dès lors, une question centrale s'impose : de quelle « révolution » Pahlavi parle-t-il ?

Il s'agit pour lui d'une « révolution nationale » d'un type particulier : une stratégie consistant à exposer des masses non armées à une répression massive, afin que le coût humain devienne un levier dans des négociations internationales. Cette logique ne peut pas s'imposer sans une intervention étrangère.

Mais une telle perspective constitue une impasse. Elle repose sur une instrumentalisation des mobilisations populaires, sans offrir de perspective d'émancipation réelle. Pendant ce temps, les classes les plus précaires — celles qui n'ont même pas les moyens de recourir à l'arme de la grève — continuent de payer le prix le plus élevé.

### **Une alternative introuvable sans organisation**

La République islamique, quant à elle, a démontré qu'elle ne reculerait pas devant une intensification de la violence. Dans ces conditions, la répétition de mobilisations non structurées ne peut conduire qu'à une reproduction du cycle répression–sacrifice.

Sortir de cette impasse suppose de rompre avec ces illusions : ni les scénarios importés de « transition pacifique », ni les stratégies de confrontation dispersée ne peuvent, à eux seuls, ouvrir une voie de transformation réelle. Seule l'organisation autonome des masses opprimées et exploité.es peut constituer une réelle alternative.

Tant qu'une telle perspective ne sera pas mise en œuvre, la situation risque de demeurer inchangée — et les rues, les morgues et les cimetières continueront de porter le poids de cette impasse.

Mais en réalité, la question n'est pas de savoir si Pahlavi et son entourage pourraient s'orienter vers la création d'organisations de masse, ou s'ils en ont peur et échoueront donc à renverser la République islamique. Il s'agit plutôt de constater que cette « révolution nationale », dont le nom véritable est « contre-révolution néo-fasciste », repose sur la mobilisation de rue, le contrôle des médias et le recours implicite à une intervention militaire américano-israélienne.

Même si, le cas échéant, elle pouvait tenter de mettre en place des institutions de masse, celles-ci seraient de type fascistes et destinées à consolider son contrôle, et non à émanciper les masses populaires.

Au fond, toute cette discussion montre une réalité simple et inquiétante : Reza Pahlavi a de facto pris la tête de la « contre-révolution ». La question n'est pas de savoir si cette « contre-révolution » — ou « révolution royaliste » — peut triompher, comme l'avait fait la « contre-révolution » islamique en 1979. Il s'agit avant tout de prendre conscience de ce fait et de se souvenir de la grande leçon de 1979 : les soulèvements populaires, si puissants soient-ils, peuvent être récupérés ou trahis lorsqu'ils ne s'appuient pas sur une organisation autonome des masses.

Cette lucidité est essentielle pour comprendre que la vraie transformation ne viendra ni de Pahlavi, ni d'aucune intervention étrangère, mais uniquement de la capacité des opprimé.es et exploité.es à s'organiser et à défendre leurs propres intérêts•

## Une fortune estimée en 1980 à 18,7 milliards de dollars

Source : <https://www.lemonde.fr/article-offert/085b5bbb89ec-2796085/une-fortune-estimee-a-18-7-milliards-de-dollars>

Le Monde : Publié le 29 juillet 1980 à 00h00, modifié le 29 juillet 1980 à 00h00

Les biens de l'ancien souverain ont toujours fait l'objet d'estimations contradictoires. Lui-même a assuré à plusieurs reprises que sa fortune se situait " entre 50 et 100 millions de dollars ". Mais si l'on y ajoute les biens des membres de sa famille et surtout ceux de l'ancienne fondation Pahlavi - une œuvre de bienfaisance qui servait en fait à dissimuler les biens et investissements de la famille impériale - l'ensemble se chiffre très certainement par milliards de dollars.

En novembre 1979, les autorités iraniennes ont entamé par l'intermédiaire de deux avocats suisses, une procédure pour tenter de récupérer la fortune du chah déposée dans les banques de la confédération helvétique. M. Diefenbacher, un des avocats mandatés par les autorités de Téhéran, a évalué les biens à quelque 2.5 milliards de dollars. M. Diefenbacher a en outre estimé l'ensemble de la fortune de l'ancien chah à quelque 18,7 milliards de dollars.

L'ancien chah possède en Suisse trois propriétés, deux à Saint - Moritz et une près de Genève d'une valeur immobilière totale de quelque 7 millions de francs suisses. Plusieurs membres de sa famille ont des appartements et maisons dans diverses villes suisses, mais qui sont généralement de moindre importance que les propriétés de la famille impériale, notamment aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Espagne.

Les biens de la fondation Pahlavi ont été saisis par les nouvelles autorités iraniennes, mais selon les révélations faites vers la fin de 1978 par les employés de banque de Téhéran en grève, les avoirs de la fondation étaient régulièrement transférés dans les banques étrangères (2,4 milliards de dollars pour les seuls mois d'octobre et de novembre. 1978). La fondation aurait ainsi versé 33 millions de dollars à l'impératrice, 6 millions à la princesse Achraf, 5,5 millions à Mahmoud Reza, frère du monarque et 15 millions aux autres Pahlavi•

## Le triangle de la barbarie en compétition

- **Le régime islamique cherche à ramener l'Iran quatorze siècles en arrière.**
- **Reza Pahlavi, quant à lui, le projette deux millénaires et demi en arrière.**
- **Trump et Netanyahu, eux, semblent vouloir le faire remonter jusqu'à six millénaires en arrière.**

Tous paraissent engagés dans une même course : précipiter l'Iran vers un passé révolu.

Une véritable apologie de l'archaïsme.

« Le rêve d'un gamin lâche et nul :  
cirer les bottes de Trump, flatter Netanyahu,  
s'asseoir un jour sur le trône de l'Âge de pierre,  
et reconstruire le monde à coups de bâtons et de pierres ! »



## Réunion publique pour l'arrêt de la guerre en Iran et au Moyen-Orient



Depuis le 28 février, l'Iran est la cible de frappes causant parmi la population civile un nombre croissant de morte.es et de blessé.es.

Dès les premiers jours des bombardements, plus de 150 enfants ont été massacré.es dans une école. Ont été également visés des quartiers résidentiels, des hôpitaux, des raffineries, des usines, des infrastructures vitales, etc. Il est maintenant prouvé que les soit-disant "frappes chirurgicales" sur des objectifs purement politiques et/ou militaires n'étaient qu'un grossier mensonge.

Ce déluge de feu venu du ciel est utilisé par la République islamique d'Iran comme argument pour renforcer la répression contre une population ayant déjà déploré en janvier au moins 30.000 mort.es et plus 54.000 arrestations.

Une nouvelle vague d'exécutions capitales est à craindre. Cela a été récemment le cas de trois personnes ayant participé aux manifestations de janvier, et une autre accusée d'espionnage en faveur d'Israël. Ils ont tous été pendus en public en haut d'une grue.

Comme cela était prévisible le régime iranien a riposté aux frappes des Etats-Unis et d'Israël en utilisant des méthodes comparables.

Résultat la région est désormais à feu et à sang, à quoi s'ajoute une nouvelle guerre menée par l'État d'Israël contre le Liban. Une pollution record et aux effets durables, frappe les êtres vivants, l'air et l'eau.

Des mois et des années seront nécessaires pour réparer les dégâts causés aux habitations et aux infrastructures. Et pour couronner le tout, même des installations nucléaires font désormais partie des cibles possibles. Cette guerre a également des conséquences sociales dramatiques pour les populations civiles qui doivent faire face à toutes les pénuries, à l'accélération de l'inflation à des pertes d'emplois et de salaires. Les femmes sont particulièrement touchées.

Une extension mondiale du conflit n'est pas écartée. Il est plus urgent que jamais que les belligérants fassent enfin taire leurs armes, et que d'autres pays ne s'engagent pas à leur tour dans ce conflit au nom de la défense de leurs intérêts économiques.

### **La démocratie ne peut être l'œuvre que des peuples eux-mêmes**

En Iran comme ailleurs, la démocratie ne peut pas être instaurée par en haut à coup de missiles et de bombes, puis par des "sauveurs suprêmes" arrivant dans les fourgons d'armées étrangères. Elle ne peut résulter que d'un processus social et politique se développant au sein du pays.

Un préalable est l'arrêt immédiat de la guerre et la chute d'un régime détesté par plus de 80 % de la population. La République islamique d'Iran doit être renversée les peuples d'Iran qui depuis des années ne cessent de lutter pour leur émancipation. C'est à eux que doit revenir de juger les dirigeants du régime actuel.

*(Lire la suite en page suivante) →*

← (suite de la page précédente) ... Réunion publique pour l'arrêt de la guerre en Iran et

## Développer la solidarité

En ce qui nous concerne nous apportons notre soutien aux iraniens se battant pour :

- La libération de l'ensemble des prisonniers politiques et d'opinion ;
- - L'arrêt immédiat des exécutions et l'abolition de la peine de mort et de l'usage de la torture ;
- - La liberté d'organisation, de faire grève et de manifester ;
- - Le respect et le développement des droits démocratiques et sociaux, notamment ceux des femmes, des salarié.es, des minorités nationales, religieuses et sexuelles ainsi que ceux des réfugié.es d'Afghanistan ;
- L'instauration de sanctions internationales contre les dirigeants iraniens et leurs familles ;
- La levée des sanctions économiques et politiques dirigées contre la population.

Nous soutenons plus particulièrement les militant.es qui, en Iran et dans la diaspora, cherchent à faire entendre les voix de celles et ceux qui luttent en Iran pour en finir avec la République islamique d'Iran. Ils/elles luttent pour la justice sociale, l'égalité, la liberté et le droit à l'autodétermination.

Ils se battent pour un avenir défini du bas vers le haut par les intéressé.es eux/elles même. Un avenir reposant sur l'auto-organisation de la population.

Nous partageons leur opposition aux monarchistes qui, autour de Reza Pahlavi, se présentent comme une alternative à la République islamique.

Leur programme autoritaire et ultralibéral, est en totale contradiction avec les revendications sociales et démocratiques portées par la jeunesse, les femmes, les travailleur.euses et les minorités nationales et sexuelles.

# Réunion publique

## vendredi 10 avril à 19h

Bourse du travail de Paris, Salle Varlin

3 rue du Château d'eau, métro République

**Prendrons notamment la parole :**

**Leila Hossein-zadeh**, militante iranienne, ancienne prisonnière politique

**Lana Sadeq**, Palestinienne de Cisjordanie, association 'Forum Palestine Citoyenneté'

**Gilbert Achcar**, originaire du Liban, professeur à SOAS (Université de Londres)

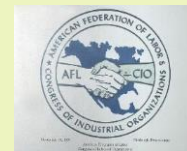
CGT <https://www.cgt.fr/>

Union syndicale Solidaires <https://solidaires.org/>

FSU <https://fsu.fr/>

Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran (SSTI) <http://www.iran-echo.com/>

## Que disent les syndicats du monde entier de la guerre en Iran ?



Un mois s'est écoulé depuis le lancement des attaques illégales menées par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Au cours de cette période, près de deux mille civils ont perdu la vie et plus de 82 000 unités résidentielles et commerciales ont été prises pour cible.

Les zones industrielles, ainsi que de grandes installations stratégiques, n'ont pas été épargnées. Parmi elles figurent les aciéries du Khouzistan et d'Ispahan, le champ gazier de Pars Sud à Assalouyeh, ainsi que de nombreux parcs industriels à travers le pays. Les bombardements de Washington et de Tel-Aviv ont également frappé de plein fouet le monde du travail : des dizaines d'ouvriers ont, à ce jour, été tués ou blessés.

Depuis le début des attaques contre l'Iran, de nombreuses organisations syndicales — à l'échelle internationale comme dans leurs pays respectifs — ont publié des déclarations pour dénoncer cette guerre et en exiger l'arrêt immédiat.

Dans ce qui suit, nous examinerons un certain nombre de ces prises de position émanant de fédérations syndicales internationales, ainsi que d'organisations basées aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Afrique du Sud et en Australie.

### ● Confédération syndicale internationale (CSI- ITUC) — 2 mars 2026

Cette confédération a fermement condamné les bombardements « irresponsables et illégaux » menés contre l'Iran par Israël et les États-Unis, les qualifiant de violation du droit international et de facteur de destruction de la diplomatie. Par cette prise de position, elle désigne clairement les États-Unis et Israël comme les initiateurs de l'agression militaire.

L'ITUC met en garde contre le risque d'un embrasement régional aux conséquences étendues et dévastatrices. Dans le même temps, elle appelle à l'arrêt immédiat des opérations, à l'instauration d'un cessez-le-feu et à un retour aux négociations. Elle souligne enfin que la poursuite de la guerre entraînera de graves répercussions économiques et sociales, dont les travailleurs, les civils et les populations les plus vulnérables paieront le prix le plus lourd.

### ● Confédération européenne des syndicats (CES-ETUC) — 11 mars 2026

Cette confédération qualifie l'attaque militaire unilatérale menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, ainsi que la riposte iranienne, de « violation grave de l'ordre international fondé sur des règles ». L'ETUC critique cette escalade militaire, soulignant que de telles actions contreviennent au droit international et accroissent le risque d'un élargissement du conflit.

Dans le même temps, elle inscrit à la fois l'offensive initiale des États-Unis et d'Israël et la riposte de l'Iran dans un cycle d'escalade de la violence. Elle appelle à un arrêt immédiat des hostilités et à un retour à une solution politique, tout en avertissant que les travailleurs, les civils et les populations les plus vulnérables seront les premiers à en subir les conséquences.

*(Lire la suite en page suivante) →*

← (suite de la page précédente) ... Les syndicats des travailleurs du monde entier

### ● Congrès des syndicats britanniques (TUC) — 2 mars 2026

Cette organisation condamne « l'escalade dangereuse des actions militaires » et affirme que celle-ci fait suite à des attaques initiées par les États-Unis et Israël, lesquelles « violent le droit international et affaiblissent la diplomatie ». Dans cette déclaration, les États-Unis et Israël sont ainsi présentés, de facto, comme les initiateurs de l'escalade du conflit, dont la légitimité est, par conséquent, mise en cause sur le plan juridique.

Le TUC souligne également que le recours à la force en l'absence d'une autorisation explicite des Nations unies constitue une violation des principes fondamentaux de la Charte des Nations unies. Selon lui, cette dynamique alimente le cycle de la violence et accroît le risque d'un conflit plus large.

Dans le même temps, l'organisation condamne les actions militaires de l'ensemble des principaux acteurs — les États-Unis, Israël et l'Iran — dès lors qu'elles entraînent des violations de la souveraineté des États et causent la mort de civils. Le communiqué décrit la guerre comme un processus mettant en péril la vie des populations civiles, menaçant la stabilité régionale et susceptible de dégénérer en un conflit de grande ampleur aux conséquences catastrophiques. Il mentionne explicitement la mort de civils, y compris d'enfants.

Enfin, le TUC appelle à un arrêt immédiat des hostilités, à un retour à la diplomatie et au respect du droit international, tout en soulignant que les travailleurs et les civils sont les premières victimes de cette guerre.

### ● Fédération américaine du travail - Congrès des organisations industrielles (AFL- CIO) 6 mars 2026

La plus grande fédération syndicale des États-Unis, qui compte 15 millions de membres, a appelé à la fin de la guerre et à une désescalade immédiate de la part de toutes les parties, en évoquant les attaques américaines et israéliennes contre l'Iran ainsi que l'intensification des tensions dans la région.

Dans ce communiqué, il est fait implicitement référence au déclenchement des hostilités par les États-Unis et Israël, mais l'accent est surtout mis sur la nécessité de contenir l'escalade du conflit, sans qualifier explicitement ces actions d'« illégales » ou d'« agression ».

L'AFL-CIO souligne l'importance de respecter pleinement le droit international, la Charte des Nations unies et la Constitution des États-Unis, insistant en particulier sur le fait que toute action militaire doit recevoir l'autorisation du Congrès, sans quoi sa légitimité est remise en question.

Dans cette déclaration, la guerre est présentée comme un processus menaçant la sécurité régionale et mondiale, mettant en péril la vie des travailleurs et des forces engagées sur les lignes de front. L'organisation souligne également que ses répercussions s'étendent à la stabilité économique et à la sécurité internationale.

En conclusion, l'AFL-CIO appelle à la fin du conflit, au retour à la diplomatie, à un engagement renouvelé en faveur du désarmement nucléaire, ainsi qu'à la protection des droits des travailleurs et des libertés fondamentales.

### ● La Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (SAFTU) — 3 mars 2026

Cette fédération condamne fermement « l'agression et l'attaque militaire des États-Unis et d'Israël contre l'Iran », qu'elle considère comme relevant d'un agenda impérialiste et d'un projet de « changement de régime ». Les États-Unis et Israël y sont donc présentés de facto comme les initiateurs de la guerre et de l'agression.

Le communiqué décrit la guerre non seulement comme illégitime, mais aussi comme la continuité d'un modèle d'interventions passées — de l'Irak à la Libye et à la Syrie — qui a systématiquement entraîné destruction, instabilité et souffrance pour les populations civiles.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Les syndicats des travailleurs du monde entier**

La SAFTU souligne que ce conflit et les projets de « changement de régime » provoquent la destruction des infrastructures, l'aggravation de la pauvreté, la réduction de l'espace démocratique et l'affaiblissement de l'organisation des travailleurs, sans aucun lien avec l'amélioration des droits des travailleurs.

La déclaration précise que la classe ouvrière et les couches les plus pauvres paient le tribut le plus lourd de la guerre — tant sur le plan économique que sur les plans social et politique.

Parallèlement, la fédération insiste sur le fait que s'opposer à une agression extérieure ne signifie pas fermer les yeux sur la répression interne, et elle défend le droit des travailleurs iraniens à une organisation indépendante et à la liberté syndicale.

Dans l'ensemble, la SAFTU qualifie la guerre d'impérialiste et destructrice, contraire aux intérêts des travailleurs, et appelle à la cessation immédiate de toute intervention militaire, au rejet des politiques de changement de régime et à la solidarité internationale des travailleurs •

## Du cœur de l'Iran, une voix s'élève



Par Esmail Bakhshi, militant syndical et ancien pensionner politique

*« Pas de soutien aux va-t-en-guerre !*

*À peine ai-je pu capter un souffle d'Internet. À vous, mes compatriotes libres et intègres, dispersés aux quatre coins du monde : portez cette voix — la voix d'un peuple étouffé, la voix du cœur battant de l'Iran — pour qu'elle résonne partout sur la Terre.*

*Assez de clameurs pour les fauteurs de guerre : le peuple iranien réclame la fin immédiate de cette guerre inutile et destructrice, avant qu'il ne soit trop tard !*

*Aux présentateurs et au personnel de Iran International, écoutez ceci : dans le cœur de la population iranienne, votre chaîne est aujourd'hui, et de très loin, plus honnie que la radio-télévision d'État de la République islamique.*

*Depuis l'étranger, vous prônez la guerre... mais connaissez-vous la peur d'un missile qui tombe, la terreur d'un toit qui s'effondre, le silence glacé de la mort qui approche ?*

*Je parle ici, en tant qu'opposant torturé, depuis l'Iran : le peuple veut la paix. Le peuple veut la fin de la guerre. Et il fera entendre ce désir jusqu'au dernier souffle. »*

## Massacres sur les lieux de travail : violation du droit à la vie et aux moyens de subsistance des salarié.es



Des frappes aériennes directes visant des infrastructures de production ont gravement compromis la sécurité des travailleurs/euses ainsi que l'emploi de milliers de personnes.

Vendredi, deux grands complexes sidérurgiques iraniens ont été pris pour cibles : celui de Mobarakeh, à Ispahan, et celui du Khouzestan.

### ● Complexe sidérurgique de Mobarakeh (Ispahan)

Lors de cette attaque conjointe menée par les États-Unis et Israël contre ces installations, au moins une personne a été tuée et seize autres ont été blessées.

Le gouverneur de la province d'Ispahan a indiqué que le nombre total de victimes des récentes attaques à l'échelle de la province — incluant les centrales électriques et d'autres infrastructures — s'élève à vingt-cinq morts.

Le ciblage des unités de production d'électricité ainsi que des lignes de production du complexe de Mobarakeh a profondément déstabilisé la vie du principal bassin industriel de la région. Une interruption d'activité d'une telle ampleur menace directement les moyens de subsistance de plus de 20 000 salarié.es direct.es, ainsi que de dizaines de milliers de salarié.es employé.ess dans les industries en aval.

### ● Complexe sidérurgique du Khouzestan (Foulad Khuzestan)

Selon les premiers rapports officiels — notamment les déclarations du vice-gouverneur chargé de la sécurité de la province du Khouzestan — cette attaque n'a fait ni mort ni blessé, les fours étant à l'arrêt et les employé.es ayant déjà quitté le site. Toutefois, certaines sources locales non officielles ont signalé l'intervention d'ambulances sur les lieux.

L'attaque, qui a visé les silos et les infrastructures de cette usine située à Ahvaz, a perturbé le cycle de production. Les travailleurs/euses du complexe font désormais face à de vives inquiétudes quant au non-paiement de leurs salaires, en raison de l'interruption des ventes et des exportations.

Foulad Khuzestan constitue le deuxième pôle de production d'acier brut en Iran et emploie directement entre 9 000 et 12 000 personnes.

● Cependant, le coup le plus violent porté au monde ouvrier est survenu le samedi 14 mars 2026 : une attaque visant une usine de production d'équipements de chauffage et de climatisation, située dans la zone industrielle de « Ji », à Ispahan, a causé la mort d'au moins quinze travailleur/euses.

*(Lire la suite en suivante) →*

← (suite de la page précédente) ... **Massacre sur les lieux de travail :**

Ces dernier.es ont été pris.es pour cible alors qu'ils/elles exerçaient leurs fonctions au sein d'une installation entièrement civile, ce qui constitue une atteinte flagrante à la sécurité au travail ainsi qu'une violation grave des droits humains dans le contexte d'un conflit armé.

● **Menaces sur la santé et la sécurité des travailleurs/euses dans les industries sensibles et stratégiques**

Les ouvrier.es et les spécialistes employé.es dans des centres de traitement de matériaux sensibles subissent une pression croissante. Ils/elles se trouvent dans une situation particulièrement précaire : privé.es d'un soutien suffisant de la part de l'État, empêché.es de se doter d'organisations indépendantes de défense de leurs droits, ils/elles pâtissent également d'un déficit de reconnaissance sociale.

En effet, ils/elles suscitent souvent moins de solidarité que d'autres catégories de salarié.es, ce qui les relègue au second plan dans les priorités de soutien de la population.

● **Usines de yellowcake d'Ardakan et d'Arak**

L'attaque du 27 mars 2026 contre ces centres, au-delà des risques militaires immédiats, a exposé les travailleurs/euses à des dangers potentiels d'ordre environnemental et radiologique.

Désormais, le travail au sein de ces installations s'effectue sous une pression constante, marquée par l'angoisse persistante de nouvelles frappes.

● **Installations nucléaires de Natanz — 21 mars 2026 :**

Une attaque d'ampleur contre ce site a mis en péril la vie de centaines de technicien.es et d'ouvrier.es spécialisé.es, travaillant tant dans les installations souterraines qu'en surface.

● **Problème de paiement des salaire à Assalouyeh : effondrement des conditions de vie des familles ouvrières**

Les attaques visant les infrastructures gazières et pétrochimiques de la zone de Pars Sud ont profondément perturbé les flux de trésorerie des entreprises concernées. Cette situation a entraîné des retards dans le versement des primes de fin d'année ainsi que des primes de Norouz (nouvel an iranien).

Pour les travailleurs/euses contractuel.les, qui dépendent largement de ces revenus, ces retards compromettent directement leurs moyens de subsistance et aggravent la dégradation de leurs conditions de vie, ainsi que celles de leurs familles.

● **Inflation consécutive à la destruction des infrastructures**

Les dommages infligés aux industries de base — notamment l'acier et l'énergie — ont provoqué une forte hausse des prix sur le marché intérieur. Alors même que les revenus des travailleurs/euses sont demeurés stables, voire ont été interrompus en raison de l'arrêt de la production, le coût de la vie a connu une augmentation significative.

Ces attaques n'ont pas seulement visé des infrastructures matérielles : elles ont également porté atteinte au droit au travail, au droit à la sécurité dans l'environnement professionnel, ainsi qu'à l'équilibre économique de millions de familles ouvrières en Iran•

# Arrêt immédiat de la guerre impérialiste !

## Domages environnementaux de la guerre : un rapport alarmant du journal britannique The Guardian



*The Guardian*, samedi 21 mars 2026

En seulement quatorze jours de guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, près de cinq millions de tonnes de dioxyde de carbone ont été émises.

Les avions de chasse, les drones et les missiles font des milliers de victimes, détruisent les infrastructures et transforment le Moyen-Orient en une vaste zone de crise environnementale. La première étude consacrée au coût climatique de ce conflit, révèle qu'il a durant ses quatorze premiers jours, engendré l'équivalent de cinq millions de tonnes de gaz à effet de serre.

Les bâtiments détruits représentent la part la plus importante du coût carbone estimé. Selon les rapports du Croissant-Rouge iranien, environ 20 000 bâtiments civils ont été endommagés par les bombardements. L'étude citée par *The Guardian* évalue les émissions totales de ce secteur à 2,4 millions de tonnes équivalent dioxyde de carbone (tCO<sub>2e</sub>).<sup>1</sup>

Entre 150 et 270 millions de litres de carburant ont été consommés par les avions, les navires et les véhicules de soutien au cours des quatorze premiers jours de la guerre, générant au total 529 000 tonnes équivalent dioxyde de carbone (tCO<sub>2e</sub>).

À la suite du bombardement par Israël de quatre importants dépôts de carburant autour de Téhéran, provoquant des « pluies noires » au-dessus de la ville, et des représailles de l'Iran contre ses voisins, entre 2,5 et 5,9 millions de barils de pétrole sont partis en fumée, libérant dans l'atmosphère environ 1,88 million de tonnes équivalent dioxyde de carbone (tCO<sub>2e</sub>).

Au total, au cours des deux premières semaines de la guerre, 5 055 016 tonnes équivalent dioxyde de carbone ont été émises. Sur une base annuelle, cela représenterait 131 millions de tonnes équivalent dioxyde de carbone, soit un niveau comparable à celui d'une économie moyenne dépendant fortement des combustibles fossiles, comme par exemple le Koweït.

Alors que la guerre entre dans sa quatrième semaine et que l'intensité des bombardements s'accroît, ces chiffres ont naturellement continué d'augmenter...

---

<sup>1</sup> Les différents gaz à effet de serre, n'ont pas le même impact sur le réchauffement climatique. La « tonne équivalent d'oxyde de carbone » (sigle anglais tCO<sub>2e</sub>) est une unité de mesure permettant d'exprimer l'impact de chacun s'entre eux. Une « tonne équivalent dioxyde de carbone » correspond à l'impact sur le réchauffement climatique d'une tonne de dioxyde de carbone.

## Des informations récentes (au 24/3/26) font état de la destruction de plusieurs infrastructures de santé en Iran\*



### 1. Hôpitaux et centres de soins touchés

Plusieurs rapports d'organisations internationales (OMS, Croissant-Rouge iranien) confirment des frappes ayant endommagé des structures médicales :

- **Hôpital Gandhi (Téhéran)** : Touché le **1er et 2 mars 2026** lors de frappes conjointes américano-israéliennes. L'établissement a subi d'importants dégâts structurels.
- **Hôpital Farabi (Kermanshah)** : Endommagé le **15 juin 2025** par une onde de choc et des éclats suite à une frappe aérienne israélienne à proximité. Des unités de soins intensifs et des services spécialisés ont été dévastés.
- **Infirmierie de la prison d'Evin (Téhéran)** : Détruite lors de frappes aériennes israéliennes en **juin 2025**.
- **Centres de santé divers** : Le Croissant-Rouge iranien a rapporté qu'en date de mars 2026, environ **282 centres médicaux**, hôpitaux et pharmacies avaient été endommagés à travers le pays.

### 2. Bilan humain (Soignants et Patients)

- Le bilan exact est difficile à vérifier de manière indépendante, mais les chiffres communiqués par les autorités sanitaires et les ONG sont les suivants :
- **Personnels soignants** : Au moins **8 médecins et secouristes** ont été confirmés tués dans des attaques ciblées ou collatérales jusqu'en mars 2026. En juin 2025, la mort d'un médecin à la prison d'Evin et de deux autres médecins à leur domicile à Téhéran a été signalée.
- **Patients et civils** : Au total, plus de **1 443 civils** auraient été tués en Iran depuis le début de l'offensive en février 2026, incluant des patients dans les structures touchées. Lors de l'attaque de l'hôpital Farabi en 2025, plusieurs patients ont été blessés directement dans leurs lits.

### 3. Solutions de repli et mesures d'urgence

Face à la destruction des centres de soins, les autorités iraniennes et les organisations humanitaires ont mis en place plusieurs stratégies : *(Lire la suite en page suivante) →*

---

\* **Fait à Créteil, Iraj Sobhani**, Professeur à la Faculté de Médecine, Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP), 1/4/26

← (suite de la page précédente) **Les informations récentes (au 24/3/26) font état**

- **Hôpitaux souterrains** : De nombreux services hospitaliers (soins intensifs, blocs opératoires) ont été transférés dans des **abris souterrains** ou des parkings sécurisés pour continuer à fonctionner malgré les alertes aériennes.
- **Unités mobiles** : Utilisation de cliniques mobiles et de tentes de secours déployées par le Croissant-Rouge dans les zones moins exposées.
- **Télé médecine théorique** : voir plus bas en ce qui concerne l'Iran en ce moment
- **Évacuations préventives** : Des centres comme le centre de soins infantiles *Ameneh* à Téhéran ont été évacués vers des districts plus sûrs après des avertissements de frappes.

### 1. État réel d'Internet et de la Télé médecine

Depuis les frappes du **28 février 2026**, l'Iran est plongé dans ce que les experts appellent un "brouillard numérique".

- **Connectivité** : Le trafic internet est tombé à **1 % de son niveau normal**. Le Réseau National d'Information (NIN), censé servir d'intranet local, a lui-même subi des pannes systémiques massives.
- **Limites de la télé médecine** : Si les autorités ont tenté de promouvoir des solutions de consultation à distance, les rapports de **Human Rights Watch (mars 2026)** et de **ResearchGate** confirment que ces services sont **hors d'usage** pour la majorité des civils. La télé médecine **ne fonctionne actuellement que de manière très isolée via des réseaux locaux** hospitaliers câblés (LAN) qui n'ont pas été physiquement détruits.

### 2. Sources accessibles et vérifiables

Pour vérifier ces informations, on peut consulter les publications de ces organisations (accessibles hors d'Iran) :

Source	Type de rapport	Informations clés
<b>Insecurity Insight</b>	<i>Attacks on Health Care</i>	Détaille 14 incidents majeurs contre des hôpitaux (juin 2025 - mars 2026).
<b>CloudSEK / The Register</b>	Rapports Cyber (mars 2026)	Analyse du black-out total et de l'effondrement de l'infrastructure numérique.
<b>Al Jazeera / Reuters</b>	Dépêches de guerre	Confirmation des frappes sur Téhéran (mars 2026) et des victimes civiles.
<b>Wikipedia (2026)</b>	<i>2026 Internet blackout in Iran</i>	Chronologie complète des coupures et de l'impact sur les services publics.

### 3. Bilan Humain Actualisé (Mars 2026)

- **Soignants** : Au moins **22 professionnels de santé** ont été confirmés tués entre juin 2025 et mars 2026 (source : *Insecurity Insight*).

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Les informations récentes (au 24/3/26) font état**

- **Patients / Civils** : Le bilan des frappes de février-mars 2026 fait état de centaines de morts. À lui seul, le ministère iranien de la Santé a rapporté plus de **1 000 décès** lors de la "Guerre des 12 jours" en juin 2025, et les chiffres de 2026 sont déjà estimés plus élevés par les ONG.

#### 4. Les véritables solutions de repli (Hors Internet)

Puisque le numérique ne fonctionne plus, le système de santé s'est réorganisé sur des modes "basse technologie" :

- **Hôpitaux de campagne** : Déploiement massif de structures sous tentes dans les parcs et zones périphériques.
- **Réseaux Radio** : Le personnel médical utilise désormais des radios UHF/VHF pour la coordination des ambulances, car les réseaux mobiles et les applications de messagerie sont totalement inopérants.

**L'activité de greffe d'organes en Iran**, autrefois l'une des plus dynamiques au monde (notamment pour les reins), est **gravement impactée et pratiquement à l'arrêt** :

##### 1. Un système au bord de l'effondrement

- L'Iran était le seul pays au monde à avoir éliminé sa liste d'attente pour les greffes de rein grâce à un système de don rémunéré légal. Cependant, la guerre a brisé cette mécanique :
- **Priorité à la médecine de guerre** : Les blocs opératoires et les unités de soins intensifs (essentiels pour les greffes) sont désormais réquisitionnés pour la **chirurgie de trauma (blessés de guerre)**.
- **Destruction des infrastructures** : Plusieurs centres universitaires de premier plan, comme ceux de **Kermanshah** (42 unités médicales endommagées) et de **Téhéran** (Hôpitaux Gandhi et Beheshti), ont subi des dégâts structurels majeurs, rendant les chirurgies complexes impossibles.

##### 2. Pourquoi les greffes sont-elles entravées ?

La greffe d'organe ne peut pas être pratiquée dans un contexte de "médecine de catastrophe" pour plusieurs raisons techniques :

- **Rupture de la chaîne du froid** : Les pénuries de carburant affectent les générateurs des hôpitaux, compromettant la conservation des organes prélevés.
- **Pénurie de médicaments immunosuppresseurs** : Les rapports de *ReliefWeb* et de l'OMS indiquent que les routes d'approvisionnement (notamment via le détroit d'Ormuz) sont bloquées ou ralenties. Sans ces médicaments, le corps du receveur rejette l'organe immédiatement.
- **Logistique impossible** : Le transport rapide d'un organe d'une ville à l'autre est devenu irréalisable en raison des **fermetures d'espaces aériens** et des routes terrestres dangereuses ou coupées.

##### 3. Émergence d'un marché noir et risques éthiques

Les rapports de l'ONU (*UNTOC 2026 Update*) signalent une dérive inquiétante :

- **Trafic d'organes** : La pauvreté extrême causée par le conflit pousse certaines personnes déplacées ou réfugiées à tenter de vendre leurs organes via des réseaux clandestins.
- **Exploitation** : Des gangs profitent du chaos pour pratiquer des prélèvements dans des conditions d'hygiène précaires (appartements privés à Shahr-e Rey), mettant gravement en danger la vie des donneurs et des receveurs. *(Lire la suite en page suivante) →*

← (suite de la page précédente) **Les informations récentes (au 24/3/26) font état**

#### 4. Situation actuelle (Mars 2026)

- **Greffes programmées** : Suspendues dans la quasi-totalité du pays.
- **Suivi post-opératoire** : Les patients déjà greffés avant la guerre sont en danger de mort faute d'accès à leurs traitements antirejet.
- **Donneurs** : Bien que le nombre de décès augmente (donneurs potentiels), l'absence de coordination médicale et de communication (black-out internet) empêche tout prélèvement légal et sécurisé.

**Note importante** : La transplantation est une activité de "temps de paix" qui nécessite une stabilité technique absolue. En Iran aujourd'hui, la priorité absolue des soignants est la survie immédiate des blessés par balles ou par explosions, en particulier des grands brûlés.

#### Les dommages aux zones civiles durant les 3 derniers jours de la guerre USA/Israël contre l'Iran

Selon l'agence **ILNA**, le **Croissant-Rouge iranien** les dommages causés par les frappes aériennes américano-israéliennes sur les zones civiles jusqu'au **30 mars 2026** sont estimés :

- **102 043 unités civiles** ont été endommagées lors des récentes attaques.
- Cela comprend **20 917 unités commerciales** et **80 212 unités résidentielles**.
- **296 centres de santé, de soins et d'urgence** ont également été touchés.

Selon le groupe de médias **Shargh**, le **29 mars 2026** (9 Farvardin 1405), le ministre des Sciences a annoncé que **20 universités et centres d'enseignement supérieur** ont été attaqués par les forces américaines et israéliennes.

- L'**Université de technologie d'Ispahan** a été visée pour la deuxième fois vers 14h00 le 29 mars (la première attaque ayant eu lieu trois jours auparavant).
- À ce jour, environ 20 universités et dortoirs d'étudiants ont fait l'objet d'attaques directes.

#### Rapport sur les dommages aux infrastructures de santé

Le matin du **1er avril 2026** (12 Farvardin 1405), l'un des plus grands producteurs de médicaments **anticancéreux, d'anesthésie et pour maladies spéciales** a été pris pour cible.

- L'attaque a endommagé la ligne de production de médicaments et détruit certaines parties de l'entreprise.
- Ce complexe était l'un des plus importants producteurs de matières premières pour les médicaments hospitaliers et de blocs opératoires.
- L'impact des missiles a entraîné la **destruction complète** des unités de production et des services de recherche et développement (R&D) de l'usine.

Le vice-ministre de la Santé et président de l'Organisation de nutriments et des médicaments en Iran, a déclaré qu'à **6h30 du 1er avril 2026**, plusieurs missiles ont frappé le complexe industriel « **Tofigh Daru** ».

- Les unités de production et de R&D de cette usine ont été totalement détruites.
- Depuis le début de la guerre, **24 unités actives** dans le secteur des médicaments, du matériel médical et de la chaîne de distribution ont subi de graves dommages.
- Cette usine fabriquait des **matières premières** pour divers médicaments hospitaliers et anticancéreux, jouant un rôle crucial dans la chaîne d'approvisionnement du pays•

## Une accélération alarmante des exécutions de prisonniers politiques en temps de guerre

Alors que le conflit militaire entre les États-Unis, Israël et l'Iran se prolonge, une évolution particulièrement inquiétante se dessine à l'intérieur du pays : l'intensification rapide des exécutions, ciblant de manière croissante les prisonnier.es politiques et les détenu.es accusé.es d'atteintes à la sécurité de l'État.

Selon les données publiées par HRANA, une ONG de défense des droits humains en Iran, au moins neuf prisonniers politiques ont été exécutés depuis le début des hostilités. Cette série a débuté avec l'exécution de Kouros Keyvani, un binational accusé d'« espionnage », suivie dès le lendemain par la mise à mort de Mehdi Ghasemi, Saleh Mohammadi et Saeed Davoudi. Par la suite, deux accusés présentés comme liés à l'Organisation des Moudjahidines du peuple — Akbar Daneshvarkar et Seyyed Mohammad Taghavi Sangdehi — ont été exécutés, puis Babak Alipour et Pouya Ghobadi dans une affaire connexe. Enfin, Amir Hossein Hatami a été pendu à l'aube, portant à neuf le nombre de prisonniers politiques exécutés en quelques jours.

Cette séquence chronologique met en évidence non seulement une hausse du nombre d'exécutions, mais aussi une réduction des intervalles entre celles-ci, traduisant une nette accélération de leur rythme. Plus significatif encore, toutes les exécutions recensées durant cette période concernent des affaires à caractère politique ou sécuritaire. Aucun cas d'exécution pour des crimes de droit commun n'a été signalé, ce qui suggère un infléchissement majeur de la politique pénale en temps de guerre.

Dans le même temps, les signes d'une nouvelle vague imminente d'exécutions se multiplient. Au moins six détenu.e.s — Vahid Bani-Amariyan, Abolhasan Montazer, Mohammad Amin Biglari, Shahin Vahediparast-Klor, Abolfazl Salehi Siavashani et Ali Fahim — ont été placés à l'isolement à la prison de Qezl-Hesar, une mesure généralement interprétée, dans la pratique judiciaire iranienne, comme l'annonce d'une exécution imminente. D'autres prisonniers, QUE DES HOMMES dans différentes régions du pays, demeurent dans le couloir de la mort.

Les données actuelles indiquent une intensification de cette pratique. Le contexte général confirme l'ampleur du phénomène. Selon le rapport annuel de l'Association des militant.es des droits humains en Iran, au moins 2 488 personnes — dont 63 femmes et 2 mineurs — ont été exécutées en 2025, parmi lesquelles treize en public. Au cours de la même période, 130 autres personnes, dont 10 femmes et 1 mineur, ont été condamnées à mort. Si une part importante de ces exécutions concerne des crimes de droit commun, les organisations de défense des droits humains dénoncent de longue date le recours à la peine capitale dans les affaires politiques et sécuritaires, ainsi que les graves violations du droit à un procès équitable.

L'ensemble de ces éléments dessine un tableau préoccupant : en temps de guerre, la peine de mort apparaît de plus en plus comme un instrument de répression politique. L'accélération des exécutions, leur concentration sur des affaires liées à la « sécurité de l'État » et la multiplication des signes annonciateurs d'exécutions imminentes font peser une menace directe sur de nombreux/euses détenu.es. Dans ce contexte, les craintes d'une vague d'exécutions à grande échelle se renforcent, dans un climat marqué par l'opacité judiciaire et l'absence de garanties fondamentales•



## Texte commun de quatre prisonnières politiques



### Si la conscience collective reste éveillée, aucune rafale ne peut la réduire au silence

*« Quarante jours ont passé —  
 quarante jours comme une pluie de cendres sur les épaules du monde,  
 quarante nuits où la mémoire, telle une veilleuse fragile, refuse de s'éteindre —  
 depuis l'instant où un peuple s'est levé pour vivre  
 et où la mort lui fut jetée au visage.*

*Ces mots ne sont ni plainte ni élégie.  
 Ils sont le souffle retenu d'une vérité ancienne,  
 une braise enfouie dans les gorges,  
 ravivée chaque fois que la menace tente de l'ensevelir.*

*Ici, la parole naît au bord du silence,  
 comme une fleur dans la fissure d'un mur.  
 les mots sont jugés avant d'avoir un visage,  
 et les questions, à peine esquissées,  
 sont déjà chargées de faute.*

*Les rues portent la mémoire du sang.  
 Elles bruissent des tables désertées,  
 des fractures profondes qui labourent les vies,  
 du souffle brisé d'une génération  
 dont l'avenir se dissout  
 dans la cherté des jours, l'absence de travail, l'injustice tenace.*

*Rien n'est venu comme l'orage.  
 Tout s'est accumulé, goutte à goutte,  
 comme une mer lente et sombre :  
 le pain qui se retire des mains,  
 les pères qui avalent leur nuit,  
 les rêves d'enfants coupés avant même l'aube.*

*Alors le cri s'est levé —  
 immense, irrépressible —  
 plus vaste que les murs, plus fort que les silences imposés.*

*Voici notre chant :  
 des corps debout dans le vent, les mains nues,  
 tenant la justice comme on protège une flamme vacillante. (Lire la suite en page suivante) →*

← (suite de la page précédente) **Si la conscience collective reste éveillée, aucune rafale ne peut**  
Et pour toute réponse :  
le fracas des rafales —  
aveu brutal de la peur du pouvoir  
devant une voix devenue impossible à ensevelir.

Les balles ont traversé les corps,  
mais c'est le lien du monde qui s'est fissuré.  
Car l'injustice ne naît pas dans l'éclair du tir :  
elle grandit dans les années muettes,  
là où la parole devient menace,  
là où la justice s'efface en promesse creuse.

Quarante jours ont passé —  
et la question demeure, suspendue comme une étoile blessée :  
pourquoi faut-il payer le droit de vivre  
au prix du sang ?

Leur mémoire n'est pas un souvenir :  
elle est une lumière dure,  
une étoile plantée dans la nuit,  
mesure brûlante de l'écart entre ce qui est et ce qui doit naître.

Un monde où parler ne serait pas un crime,  
où se lever ne serait pas mourir,  
où le pouvoir apprendrait enfin  
à répondre au peuple.

Le quarantième jour n'est pas la fin du deuil —  
c'est une aube tremblante,  
un serment murmuré dans l'ombre :  
continuer,  
questionner,  
tenir,  
bâtir.

Bâtir une terre où la liberté  
ne serait plus une faveur fragile,  
mais la source même du jour.

Tant que la conscience veille —  
comme une flamme obstinée dans la nuit —  
aucune rafale,  
ni le fer, ni la peur,  
ne pourra l'éteindre. »

**Zeinab Jalalian, prison de Yazd**  
**Varisheh Moradi, prison d'Evin**  
**Golrokh Iraee, prison d'Evin**  
**Maryam Yahyavi, Téhéran**

# Campagne de Solidarité avec les travailleurs d'Iran



## Campagne financière de SSTI

Par sa capacité à bloquer l'économie et les administrations, le monde du travail d'Iran peut jouer un rôle décisif dans la lutte pour en finir avec le régime, et construire par en bas un avenir reposant sur les droits et aspirations des exploité.es et opprimé.es.

Cela rend encore plus décisif la libération immédiate des milliers de militant-es croupissant actuellement en prison dans des conditions atroces.

Les travailleurs/euses qui se lancent dans des actions grévistes sont sévèrement réprimé.es. Arrêté.es, ils/elles sont souvent licenciés.es, doivent faire face aux tortures et à des frais de justice exorbitants. Leurs familles sont plongées dans une misère extrême.

Afin de soutenir ces militant-es et leurs familles, et notamment contribuer à la prise en charge des frais de justice et d'avocats, Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI) lance une campagne de solidarité financière.

Il s'agit de développer une solidarité internationaliste concrète avec celles et ceux qui luttent courageusement dans des conditions difficiles.

### \* Chèques (en euros)

A l'ordre de "Solidarité avec les travailleurs iraniens" (attention, le mot socialiste ne figure pas dans ce libellé).

Ces chèques doivent être adressés à l'adresse suivante :

SSTI, CICP 21ter rue Voltaire, 75011 PARIS

### \* Virements bancaires

- Références bancaires nationales (RIB) :

Banque : 10278 / Guichet : 06069 / N° compte : 00020637801 / Clé : 64

- Coordonnées bancaires internationales :

IBAN : FR 76 10278 06069 0002063780164

BIC / SWIFT : CMCI FR 2A

Compte au nom de : Solidarité avec les travailleurs Iraniens